

SIDÉRURGIE

Le partenariat algéro-qatari se concrétise

Le partenariat algéro-qatari dans le domaine de la sidérurgie devient concret. Hier à Bellara, à 50 km au sud-est de Jijel, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et le président du conseil des ministres et ministre de l'Intérieur de l'Etat du Qatar, Abdallah Ben Nacer Ben Khalifa Al-Thani, ont procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation du complexe sidérurgique de Bellara.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Engagée dans le cadre d'un partenariat liant l'entreprise publique Sider, le Fonds national d'investissement à 51% et les deux compagnies qataries Qatar Steel et Qatar Mining à 49%, la réalisation de ce complexe industriel a été confiée au constructeur italien Danieli pour une durée de 20 mois clés en main.

D'un coût de 170 milliards de dinars (quelque 2 milliards de dollars), implanté sur 2 016 hectares et constitué de 2 aciéries et de 3 laminoirs conçus de manière innovante et écologique, ce complexe devra produire 2,1 millions de tonnes de rond à béton et autres aciers par an, à partir de 2017, dans une première étape. Par la suite, la capacité de

production devrait passer à 4,2, voire 5 millions de tonnes par an, à l'horizon 2019.

Au-delà de la création de 3 000 postes d'emplois lors de la phase de réalisation et plus de 10 000 emplois directs et indirects durant la phase d'exploitation, l'impulsion de l'activité portuaire et le développement d'activités industrielles et de sous-traitance connexes, le lancement de ce complexe devrait bien contribuer à l'amélioration de l'offre sidérurgique nationale et la diminution du recours à l'importation, avec à terme la possibilité de développer l'exportation. Rappelons que la facture d'importation des produits sidérurgiques avoisinent actuellement les 10 milliards de dollars. Couplée à la relance du



Photo : DR

Le complexe devra produire 2,1 millions de tonnes de rond à béton et autre acier par an.

complexe sidérurgique d'El Hadjar (Annaba) et à l'extension des capacités du complexe turc Tosyali de Bethioua (Oran), l'impulsion du complexe de Bellara devrait contribuer à l'augmentation de l'offre d'acier, avec un apport de 6 millions de tonnes, comme le rappelait le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, lors de son déplacement jeudi à Annaba. Certes, l'activité du complexe de

Bellara dépendra d'un certain temps de l'importation de fer et autres matières premières.

Toutefois, le développement attendu du gisement de fer de Gara Djebilet (Tindouf) devrait contribuer à réduire le recours à l'importation, résorber l'offre et couvrir les besoins des trois complexes sidérurgiques.

Concrétisant enfin une ambition de la population locale mais aussi des pouvoirs publics, exprimée déjà

depuis une quarantaine d'années et dont la réalisation a été souvent marquée par des désillusions, voire des tergiversations, le lancement du complexe de Bellara avait été relancé dès juillet 2012 et entériné par divers accords conclus par la suite.

Ce qui renforce encore le partenariat entre l'Algérie et le Qatar et consolide l'engagement de cet Etat dans notre pays, présent notamment dans la téléphonie mobile et dorénavant dans la sidérurgie mais aussi dans le secteur du tourisme.

En effet, un accord sur l'investissement dans l'immobilier touristique a été signé la veille entre l'Agence nationale de développement du tourisme et l'entreprise qatarie Diar, un mémorandum d'entente ayant été signé par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Nouria Yamina Zerhouni et le ministre qatari des Finances, Ali Cherif Al Ammadi.

D'autres domaines de coopération devraient être valorisés à l'occasion de la visite du Premier ministre qatari, entamée dimanche.

C. B.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Un nombre insignifiant de transactions

Le paiement par carte reste «insignifiant» en Algérie. Quant au paiement par internet, il sera prochainement lancé et couvrira le transport aérien.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Seules 11 000 transactions ont été générées par le million de porteurs de cartes de paiement, soit moins d'un pour cent. C'est ce qu'a affirmé le directeur général de l'Organe de régulation de la monétique, Mouatasem Boudiaf, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne III.

Selon lui, le paiement électronique doit être pris en charge d'une manière «particulière» car le nombre

de transactions généré est «totale-ment insignifiant».

«D'une manière globale, 25% d'usagers des cartes génèrent des transactions à la fois de paiement et de retrait. Seulement, seul 1% des porteurs font usage de leurs cartes pour le paiement», a-t-il précisé.

La relance et la généralisation du recours au paiement électronique constituent ainsi «une priorité» pour Mouatasem Boudiaf. Dans ce sens, il

indique que l'Organe de régulation a lancé une opération de «recensement» des carences enregistrées dans l'utilisation de la carte de paiement. «Nous serons obligés de nous approprier ces problèmes et de les régler d'une manière efficace et irréversible avec l'ensemble des acteurs de façon à rendre le chemin transactionnel fluide de bout en bout», dit-il.

Le DG de l'Organe de régulation de la monétique déplore, en outre, l'absence d'un quelconque programme de communication, de marketing ou de promotion en faveur de la carte de paiement interbancaire. Il évoque éga-

lement la frilosité des commerçants vis-à-vis de ce type de paiement.

Pour lui, la mise en œuvre d'un plan de communication et d'information à destination des porteurs de ces cartes et des commerçants s'impose, afin d'«instaurer la confiance dans l'usage de cet instrument de paiement». Un plan de communication pourrait également faire évoluer le transactionnel et l'usage de la carte de paiement d'une manière graduelle, estime-t-il encore.

«L'objectif est de faire évoluer non seulement le nombre de cartes de paiement mais aussi le parc TPE (terminal de paiement électronique) ainsi que le nombre de transactions que devrait générer le croisement des TPE avec les cartes».

Par ailleurs, un autre «chantier» implique l'Organe. Il s'agit du paiement par internet. A ce propos, l'invité de la radio note que ce mode de paiement pourra être «ouvert en première phase à certains secteurs de services dont le transport sous toutes ses formes». Selon lui, le paiement en ligne sera introduit dans le transport aérien «d'une manière progressive, à partir du deuxième semestre 2015», précise Mouatasem Boudiaf.

Ry. N.

LE MARCHÉ

RESTE FRILEUX

Les cours du pétrole se tassaient hier

Les prix du pétrole se tassaient, hier, à l'ouverture à New York, le marché restant encore frileux. Vers 14h10 GMT, le cours du baril de Light Sweet Crude, pour livraison en avril, perdait neuf cents à 49,52 dollars le baril sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Le marché était assez calme hier, un analyste s'attendant à ce qu'il s'oriente dans le vert pendant la séance. Malgré les signes positifs émanant de l'économie américaine et la baisse du nombre de puits de forage en activité aux Etats-Unis, l'opération de rachats de dettes décidée par la Banque centrale européenne n'a pas encore rassuré les investisseurs. Certes, favorable à l'économie européenne, l'opération encourage cependant le renforcement du dollar face à l'euro, et par conséquent, la baisse des cours du pétrole.

Ce faisant, un analyste estime qu'il faut suivre l'évolution de la situation, en prenant du recul et en vérifiant la solidité de la demande à même de pouvoir stimuler les cours.

C.B./Agences

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Notre confrère, Boualem Goumrassa, a fait l'objet d'un retrait d'accréditation en sa qualité de correspondant du quotidien londonien, *Asharq Al Awsat* à Alger.

Une décision extrême que rien ne justifie, en tout cas pas les explications fournies par les services concernés du ministère de la Communication.

Le Syndicat national des journalistes dénonce fermement cette mesure abusive à l'encontre de notre confrère qu'il assure de son entière solidarité et tient, par là même, à rappeler que les libertés de la presse et d'opinion sont des droits inaliénables en Algérie. A plus forte raison lors-

qu'on rappelle que les faits reprochés en l'espèce ne sont aucunement liés à son activité professionnelle.

Nul ne doit être privé de son droit au travail, à l'exercice de son métier pour ses opinions, et le Syndicat en appelle aux autorités concernées pour qu'elles annulent cette mesure qui frappe injustement notre confrère et le rétablir, dans les meilleurs délais, dans ses droits en lui restituant son accréditation.

**P/Le Syndicat national des journalistes,
le Secrétaire général
Kamel Amarni**

GREFFES D'ORGANES

Le CHU Mustapha sensibilise sur les donneurs cadavériques

L'hôpital hospitalo-universitaire Mustapha Pacha a organisé hier une journée scientifique de sensibilisation sur la greffe d'organe à partir de donneurs cadavériques. Le ministère de la Santé a alloué une enveloppe de trente milliards de centimes pour le CHU dans le cadre du programme des greffes rénales.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Selon les chiffres donnés hier par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, l'Algérie compte 26 700 cas d'insuffisants rénaux dont 10 000 nécessitent une greffe.

«La vie de ces personnes est liée à un appareil et ce n'est pas une solution, nous devons les prendre en charge à partir d'une greffe, nous avons les moyens et la volonté politique et aujourd'hui il faut passer à l'action», a-t-il déclaré à l'encontre du personnel médical du CHU Mustapha Pacha, réuni hier lors d'une journée

scientifique sur le thème «prélèvement d'organes sur le donneur en état de mort encéphalique».

Boudiaf a indiqué que cet hôpital va bénéficier d'une enveloppe de 30 milliards de centimes et que chacun des huit ou dix centres de greffes que compte le pays va aussi bénéficier d'un budget spécifique. Le ministre de la Santé estime qu'il faut commencer par la formation du personnel chargé de la greffe rénale notamment des transplantateurs. «Un chirurgien n'est pas transplantateur», a-t-il souligné.

Boudiaf a indiqué que dans le cadre de coopération, l'Argentine va recevoir une équipe médicale algé-

rienne pour une formation et en avril prochain ce sont les Cubains qui vont accueillir une deuxième équipe. Un personnel médical espagnol est également venu en Algérie pour exposer son expérience la semaine passée à l'Institut national de la greffe d'organe dans la wilaya de Blida.

L'Espagne est classé premier pays à enregistrer le plus grand taux de transplantation rénale à partir de donneurs cadavériques.

Selon la professeure Benhalima, chef de service immunologie au CHU Mustapha-Pacha, depuis 1985, réalisation de la première greffe, l'Algérie a effectué 1 250 greffes. Selon elle, la greffe rénale est au stade embryonnaire et insuffisant. «Il y a beaucoup d'insuffisants rénaux mais tous ces malades ne sont pas à greffer, il faut une liste d'attente que nous n'avons pas car établir cette liste n'est pas chose facile. En France, 42% de la liste d'attente est greffée ;

chez nous, nous ne pouvons pas prévoir car nous n'avons pas de liste d'attente», a indiqué la professeure Benhalima. Cependant, dit-elle, si l'on arrive à greffer 1 000 personnes par an «c'est bien».

L'incidence pour un million d'habitants, poursuit-elle, est de 3% donc il faudra greffer 30 personnes pour un million d'habitants pour arriver à combler le déficit en greffe. Le directeur du CHU Mustapha, Nacer Bar, a indiqué que l'hôpital a déjà installé un comité chargé de la transplantation et des prélèvements d'organes sur des personnes en état de mort encé-

phalique. Le problème, cite-t-il, «on bute sur comment approcher les familles des défunts». Sur ce point, poursuit-il, il nous faut tout un programme de sensibilisation. Selon le président du conseil scientifique du CHU, 4 000 insuffisants rénaux sont enregistrés annuellement en Algérie. En 2014, l'hôpital Mustapha a greffé 166 personnes.

A souligner que le donneur vivant apparenté donne de meilleurs résultats mais le donneur cadavérique peut sauver et donner la vie jusqu'à dix personnes.

S. A.

Une fondation des amis de la santé

Le ministre de la Santé a déclaré hier qu'il est en train de penser à la création d'une fondation des amis de la santé. Elle aura une projection sociale. Son rôle est de venir en aide à toute forme d'initiative qui veut faire de bonnes choses. L'idée, dit-il, est en cours de maturation.

S. A.